



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/NP

02 10 31 2013

**Arrêté préfectoral imposant à la S.A. PENNEL
AUTOMOTIVE des prescriptions complémentaires
relatives à la remise en état de son établissement situé
au 310 rue d'Alger à ROUBAIX et à la surveillance des
eaux souterraines au droit de ce même site**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu les actes réglementant, au titre de la législation s'appliquant aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités de la société PENNEL AUTOMOTIVE dont le siège social est situé 310 rue d'Alger à ROUBAIX, pour exploiter ses activités sur le territoire de la commune de ROUBAIX à la même adresse ;

Vu la déclaration de cessation d'activité de la société PENNEL AUTOMOTIVE pour ce site ;

Vu le mémoire de cessation d'activité en date du 17 novembre 2011 et les compléments déposés à savoir :

- rapport du 23 janvier 2012 (et son complément de 3 pages) – 12/5258 de la société Socotec qui analyse les enjeux sanitaires sur le site ;
- rapport du 18 avril 2012 – 12/37397 de la société Socotec qui complète les prélèvements de sols précédents ;
- rapport du 16 octobre 2012 – 12/50463 de la société Socotec qui complète les analyses d'eau souterraines, en particulier à l'extérieur du site ;
- rapport du 7 décembre 2012 – 12/10655 de la société Socotec qui investigate le sol du terrain limitrophe avec un immeuble collectif pour les phtalates et les hydrocarbures.

Considérant qu'il ressort de ces rapports que la société PENNEL AUTOMOTIVE a exploité des installations classées soumises au régime de l'autorisation sur son site situé sur la commune de Roubaix, au 310 rue d'Alger ;

.../...

Considérant que les différentes campagnes de caractérisation de l'état des sols et des eaux souterraines ont permis d'identifier la présence de sources de pollution ponctuelles notamment en hydrocarbures, phtalates, hydrocarbures aromatiques polycycliques et composés organiques halogénés volatils (COHV) ;

Considérant les possibilités de migration des polluants via les sols ou la nappe souterraine alluviale, au droit du site industriel, vers les alentours constitués d'une zone urbaine dense ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer les mesures d'urgence préconisées dans le rapport 12/10655 du 7 décembre 2012, réalisé par la société SOCOTEC ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant des études complémentaires afin de caractériser le risque provenant de la migration de l'ensemble des pollutions susceptibles de provenir du site, quel que soit le vecteur (sol ou nappe souterraine) vers l'ensemble des populations voisines susceptibles d'être impactées par ces pollutions ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer la surveillance de la nappe souterraine afin de disposer de valeurs récurrentes et représentatives dans le temps ;

Vu le rapport du 17 janvier 2013 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 février 2013 ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La Société PENNEL AUTOMOTIVE ci-après nommée l'exploitant, dont le siège social est situé 310 rue d'Alger à ROUBAIX, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploitait à la même adresse.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'emprise du site anciennement exploité par la société PENNEL AUTOMOTIVE ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance du site de la société PENNEL AUTOMOTIVE.

Article 2 –

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre, à ses frais, les évaluations que rendent nécessaires la découverte de la pollution dans le sol et la nappe souterraine aux Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV), au Plomb, aux HAP, aux phtalates et aux hydrocarbures et notamment si les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. L'énumération des substances sera à compléter éventuellement selon un argumentaire développé par l'exploitant, concernant l'ensemble des polluants présents dans les sols et la nappe alluviale, leur possibilité de migration dans l'environnement et leur possibilité d'atteindre des cibles extérieures aux limites de propriété de Pennel automotive.

Pour cela, la démarche d'interprétation de l'état des milieux définie par la circulaire du 8 février 2007 du MEEDDM pourra être utilisée en l'adaptant aux spécificités de la situation en cause.

En tout état de cause, l'étude permettra a minima, de :

- connaître le contexte hydrogéologique de la nappe (sens, vitesse d'écoulement...) ;
- déterminer l'étendu de la pollution (sol et nappe souterraine) ;

.../...

- identifier la (ou les) source(s) de pollution ;
- identifier l'ensemble des voies et des expositions pertinentes ;
- vérifier si l'état des milieux à l'extérieur du site, qui seraient concernés par une pollution provenant de l'activité passée du site, est compatible avec les usages existants.

De façon à pouvoir être utilisée plus largement, l'étude doit également justifier les éléments suivants :

- choix des paramètres retenus pour la surveillance au regard des pollutions identifiées, de la pollution résiduelle, des analyses des risques résiduels, des phénomènes de dégradation des polluants et des produits de décomposition associés, des temps de demi-vie des polluants, de leur capacité d'adsorption... ;
- choix des paramètres complémentaires qui pourraient être suivis permettant l'interprétation des résultats (pH, conductivité, température, oxygène dissous...) ;
- possibilité d'atteinte de l'objectif de vérifier la migration de la pollution à l'extérieur du site et les conséquences qui en découlent ;
- nombre, localisation et caractéristiques des piézomètres. En particulier, l'étude doit justifier la profondeur des piézomètres et les conditions de prélèvements au regard des caractéristiques des substances à surveiller (volatilité, solubilité, densité, viscosité...). Une comparaison entre les conditions nécessaires pour suivre les pollutions détectées et les conditions actuelles de réalisation et d'utilisation des piézomètres devra être menée. Le réseau existant des piézomètres pourra être modifié selon les résultats de cette étude afin de permettre une bonne caractérisation et un suivi des substances concernées.

Ces évaluations devront être rendues à Monsieur le Préfet du Nord **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté s'il n'est pas nécessaire de réaliser des prélèvements complémentaires. Dans le cas contraire, le délai est porté à **6 mois**.

Article 3 –

Au vu des résultats des évaluations, l'exploitant proposera à l'inspection des installations classées les mesures appropriées de gestion assorties d'un échéancier de mise en œuvre. A cet effet, la démarche de plan de gestion définie par la circulaire du 8 février 2007 du MEEDDM pourra être utilisée.

Article 4 -

Une analyse critique des éléments du dossier remis par l'exploitant pourra être effectuée à la demande de l'administration si nécessaire, au frais de l'exploitant, par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration.

Article 5 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines selon les modalités définies ci-après.

Article 5.1 - réseau de surveillance

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant, au moins, un piézomètre en amont, deux piézomètres en aval de l'établissement et un piézomètre en dehors des limites de propriété du site (PZD). Ce minimum ne préjuge pas de piézomètres complémentaires nécessaires à la surveillance du site, notamment ses effets à l'extérieur. La définition du nombre de piézomètres, leur caractéristique et leur implantation pourront être modifiés par l'étude hydrogéologique prévue à l'article 2.

.../...

Article 5.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'article 5, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre du code minier.

Article 5.1.2 - Conditions d'implantation

L'implantation de forages supplémentaires ne peut être réalisé qu'après avis de l'inspection des installations classées. Cet avis sera produit sur la base d'un dossier présentant les caractéristiques précises du forage envisagé (conditions de réalisation (site d'implantation, profondeur, matériaux, protection des ressources, etc), conditions d'équipements (crépines, protection contre les eaux de ruissellement, étanchéité, protection contre la malveillance, signalement, etc)).

Article 5.1.3 - Conditions de surveillance et d'abandon

Les ouvrages souterrains utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines et/ou leur traitement sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères.

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain réalisé par l'exploitant et non utilisé ou abandonné est comblé par des techniques appropriées, répondant aux règles de l'art, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Par ailleurs, l'exploitant fera une recherche des éventuels anciens forages industriels susceptibles de générer un risque pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et procédera à leur rebouchage dans les règles de l'art.

Article 5.2 - Analyse des eaux de la nappe

Sauf dispositions plus contraignantes issues des propositions de l'hydrogéologue dans le cadre de l'étude mentionnée à l'article 2, des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements sont réalisés dans ces piézomètres à une fréquence **trimestrielle**. Il devra être précisé s'il s'agit d'une période de basses ou hautes eaux.

Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement. Le sens d'écoulement sera précisé.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyse des substances susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité passée de l'installation.

Les paramètres à analyser sont au moins les suivants :

Paramètres à analyser à chaque prélèvement	Norme/méthode
HCT	ISO 9377-2
COHV	ISO 10301-3
Plomb	EN ISO 11885
Hydrocarbures volatils	
HAP	NF EN ISO 17993
Phtalates	EN ISO 18856-LLE/CG/MS

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou guides en vigueur.

.../...

Les limites de quantification pour chaque substance devront être adaptées pour permettre une analyse des résultats et précisées dans les comptes rendus.

Article 5.3 - Transmission des résultats

Les résultats de la surveillance doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard **un mois après leur réalisation**. Les résultats (évolution des niveaux piézométriques, concentrations, etc) doivent être présentés notamment sous forme de graphiques présentant l'évolution des paramètres et commentés. En particulier, l'exploitant doit s'assurer que les résultats de la surveillance sont compatibles avec les analyses des risques résiduels déjà réalisées.

La fréquence et la nature des prélèvements et analyses pourront être modifiées ultérieurement par arrêté complémentaire en fonction des résultats obtenus et de leur évolution.

Article 5.4 - Cas d'une évolution anormale de la surveillance

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines ou révèlent des concentrations incompatibles avec l'analyse des risques résiduels, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 5.5 - Bilan quadriennal de la surveillance environnementale

Après 4 ans de surveillance puis tous les 4 ans, l'exploitant transmet au préfet un bilan analysant les résultats de la surveillance des eaux souterraines des quatre années écoulées et proposant, le cas échéant, des adaptations des conditions de surveillance (modification des paramètres à contrôler, fréquence des contrôles, etc). Le bilan quadriennal est transmis au plus tard **3 mois après chaque cycle de 4 ans**.

Article 5.6 - Fin de la surveillance

Au vu du bilan quadriennal, l'exploitant peut proposer une suppression de la surveillance des eaux souterraines dès lors qu'il aura démontré que l'ensemble des paramètres surveillés a atteint des seuils et des niveaux de risque acceptables et que les concentrations en polluants ne sont plus susceptibles d'augmenter. La démonstration doit intégrer l'évolution des résultats de la surveillance des eaux souterraines mais aussi l'environnement (comportement de la nappe, phénomènes de dégradation, etc).

L'arrêt de la surveillance ne peut être autorisé que par arrêté préfectoral complémentaire modifiant les dispositions du présent arrêté, sur la base d'une demande dûment justifiée déposée par l'exploitant auprès de Monsieur le préfet du Nord.

Article 6 – Mesures d'urgence

L'exploitant devra mettre en œuvre les mesures d'urgences préconisées dans le rapport 12/10655 du 7 décembre 2012 réalisé par la société SOCOTEC. A minima, ces mesures devront concerner :

- l'information du gestionnaire de l'immeuble de la situation ;
- l'inaccessibilité de la zone chez Vilogia, impactée par la pollution en provenance du site de Pennel automobile ;
- l'interdiction de toute activité en lien avec le sol sur cette zone ;
- le recouvrement temporaire de cette zone impactée ;
- l'élimination de la pollution dans les sols (sources et secteurs impactés par ces sources) jusqu'à un niveau rendant les terrains compatibles avec les usages actuels, avec un traitement des terres en cours d'excavation ne générant aucun risque de nouvelle contamination.

.../...

Article 7 – Compatibilité du site avec l'usage retenu (industriel)

L'exploitant devra démontrer dans un délai de **trois mois** que le terrain est compatible avec l'usage futur retenu, à savoir un usage industriel. Il devra démontrer qu'en tout point du site, selon les polluants présents (type et concentration) et les caractéristiques des locaux, l'usage industriel est possible.

Article 8 – Mémoire de réhabilitation

L'exploitant transmet au préfet dans un délai de **trois mois après remise de l'étude prévue à l'article 2** du présent arrêté, un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, compte tenu de l'usage retenu (industriel) pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ;
- La surveillance des eaux souterraines de la nappe alluviale, à minima définie à l'article 5 du présent arrêté, complétée selon les résultats de l'étude imposée à l'article 2 du présent arrêté ;
- En cas de besoin, la surveillance des autres milieux (sol, air) à exercer ;
- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Article 9 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er.

Article 10 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 11 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de ROUBAIX ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

.../...

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de ROUBAIX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie ROUBAIX pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr- rubrique Annonces et Avis – Installations classées – Autres installations classées – Arrêtés complémentaires).

Fait à Lille, le

2 MAI 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


ERIC AZOULAY



